

Ver os ngru
Lupis
no fin ouci

Apr
cupd

no fin ouci

**DISCOURS DE JACK LANG, PRESIDENT DE LA
COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES
DEBAT SUR L'EUROPE**

MARDI 2 DECEMBRE 1997

Messieurs les Ministres,

Avant votre arrivée, l'Europe ressemblait à un bateau sans capitaine, sans cap et sans moteur.

Sortirait-elle enfin de son engourdissement ?

Quelques signes avant coureurs inciteraient à le penser : la tenue du Sommet sur l'emploi ; l'ébauche d'un Conseil de l'Euro ; le respect par un nombre croissant d'Etats des critères de convergence. Bref, l'Euro a toutes les chances de franchir au printemps prochain le cap du non retour. Le gouvernement de la France aura été un artisan actif et ingénieux de cette accélération. Nous vous en félicitons chaleureusement.

Mais cette bonne nouvelle risque d'être entachée et mise en péril par le manque d'ambition politique collective qui tétanise et plaque au sol notre Europe depuis trop d'années.

Le Conseil de Luxembourg des 12 et 13 décembre sera-t-il l'amorce d'une embellie ?

Le souvenir amer d'Amsterdam sera sans doute à l'esprit de nombreuses délégations. Ce n'est pas avec un mini-traité sans âme et sans relief (dont notre gouvernement n'est au demeurant pas responsable) que l'on redonnera espoir à nos pays. Vous avez eu raison, Messieurs les Ministres, de ne pas soumettre dès maintenant ce traité à notre ratification. Nous l'aurions sinon rejeté, à tout le moins reporté.

Notre assemblée attend d'un gouvernement d'innovation et de justice sociale comme le nôtre des initiatives fortes, originales et efficaces. Elles s'ordonneraient autour de deux idées simples :

- une Europe politique puissante ;
- une Europe créatrice de richesses, d'emplois et d'idées.

I - Une Europe politique puissante

Sans un véritable gouvernement économique de l'Europe, l'Euro volera en éclats à la moindre tempête boursière. L'expérience montre que seule une politique économique commune assortie d'un budget solide peut amortir un choc frappant l'économie d'un pays membre d'une même zone monétaire et d'un marché intégré.

Quand en Californie voici quelques années, un effondrement de l'industrie de la défense mit en danger la stabilité économique et sociale de cet Etat, aussitôt l'Etat fédéral apporta son soutien. Mais il est vrai que le budget fédéral américain redistribue 40 % de la richesse nationale américaine. Que pèse par contraste le petit budget européen qui représente 1,2 % du PIB ?

quelques
!!

Inutile de se payer de mots. Si nous sommes incapables de renforcer nos institutions communes, une crise grave de l'un de nos pays se réglera, faute d'une riposte collective, soit par le chômage, soit par la baisse drastique des salaires. Est-ce vraiment ça ce que l'on veut ?

Une Europe politique puissante : En sommes-nous cependant si loin ? Déjà notre union est dotée de quatre organes de type quasi fédéral : la cour européenne de justice, le parlement européen, la commission et bientôt la banque centrale. Manque à l'appel un exécutif d'impulsion et d'action. Ποιός ?!! (Οχι)

Pour heureuse qu'elle soit, la déclaration tripartite (France, Belgique, Italie) s'obstine à poser la question dans des termes qui ont échoué à

Amsterdam : composition de la commission, pondération des voix élargissement du champ des votes à la majorité qualifiée. Quand on est dans une impasse, il ne sert à rien (sinon à se faire mal) de se cogner la tête contre les murs. Mieux vaut trouver une porte de sortie qui permette de contourner l'obstacle par le haut.

Seule une méthode différente ouvrira de nouveaux chemins.

Proposez à vos collègues, Messieurs les Ministres, de confier à un comité de personnalités indépendantes et reconnues la mission d'établir un plan nouveau. Inspirez-vous des heureux précédents du Comité Spaak chargé de préparer le Traité de Rome, ou du Comité ad hoc nommé à Fontainebleau pour l'élaboration de l'acte unique. Et surtout, continuez à être ferme -et vous l'êtes- en répétant sans vous lasser : pas d'élargissement sans réforme préalable. Notre Assemblée fera bloc derrière vous. Et s'il advient que votre acharnement ne porte pas ses fruits, faites savoir alors que, le jour venu, vous préférerez la crise à l'immobilisme et que notre pays ne se laissera pas endormir par de bonnes paroles ou de faux semblants.

Notre inquiétude n'est pas infondée. La méthode proposée par la Commission pour aborder la question de l'élargissement n'est guère rassurante. La liste des pays candidats se fonde sur des critères purement technocratiques. Il ne suffit pas de recenser quelques données statistiques, de comparer les indices de PIB ou les performances respectives des différents candidats en matière de privatisation, de libération des échanges ou de modernisation de leur administration. Il faut s'interroger sur leur aptitude à partager un projet politique commun, et sur la nature et le contenu de ce projet.

Ainsi, la République tchèque est sans doute, objectivement, l'un des pays les mieux préparés économiquement à l'adhésion. Mais à quoi entend-elle adhérer ? L'Europe à laquelle elle aspire semble se résumer à la vision tchatchérienne d'un grand marché, à une Europe du libre-échange et elle ne veut entendre parler ni de monnaie unique, ni de politique étrangère commune, ni d'institutions fortes.

D'autres choix paraissent arbitraires. Pourquoi l'Estonie et pas la Lettonie ou la Lituanie ?

L'idée française d'une conférence européenne paraît plus ingénieuse. Elle a le mérite de ne rejeter aucun Etat dans les ténèbres extérieures. Mais sous réserve de vos explications, Messieurs les Ministres, cette méthode est peut être trop habile pour être réellement opérationnelle.

D'abord on comprend mal que la Turquie soit intégrée dans les pays candidats. La démocratie et les droits de l'homme ne constituent-ils pas le socle premier de nos Etats ? Les autorités turques leur tournent souvent le dos et occupent illégalement le nord de Chypre.

Un gouvernement comme le nôtre peut-il être indifférent à la tragédie vécue par le peuple Kurde : 1800 intellectuels et démocrates pacifistes fauchés par des escadrons de la mort des forces para-militaires turques ; 3185 villages évacués ou détruits, trois millions de déplacés vivant dans des conditions de misère indescriptible au milieu des bidonvilles ; des députés, dont Leyla Zana, lauréate du Prix Sakharov du Parlement européen, arrêtés et condamnés à quinze ans de prison.

Ainsi que l'exprime avec force la Fondation France-Libertés, nul ne peut ignorer que pour financer son entreprise de massacre, la Turquie devient de plus en plus un narco-Etat : 80 % de l'héroïne consommée en Europe vient de la Turquie, plaque tournante du blanchiment de l'argent noir. Cet argent est utilisé par les généraux turcs pour acheter à nos pays des armes utilisées dans la répression de la population civile.

Qu'on ne vienne pas aujourd'hui dire que c'est en intégrant la Turquie dans la conférence européenne que la démocratie y progressera. Rappelez-vous les promesses faites au moment de la ratification de l'Union douanière avec la Turquie par le Parlement européen. Loin de progresser, les libertés ont reculé.

Je me permets donc de faire appel à votre conscience d'hommes et d'hommes d'Etat responsables du devenir de l'Europe et de la préservation de ses valeurs.

En second lieu et contrairement à ce qui a été annoncé, ce projet de conférence européenne est une idée fort différente de celle avancée par le Président François Mitterrand après la chute du Mur de Berlin.

Il s'agissait alors de faire participer l'ensemble des Etats démocratiques de notre continent à des actions concrètes d'intérêt commun. Au contraire, la conférence européenne ne concernerait qu'une partie des Etats européens et se situerait seulement dans la perspective d'adhésion à l'Union européenne. Le rôle concret de cette conférence n'est, au demeurant, pas clair. Elle est conçue non pas comme une nouvelle institution, mais comme un forum de dialogue multilatéral. Un de plus ! La confusion, l'enchevêtrement des structures vont atteindre des sommets : Conférence européenne, dialogue structuré, stratégie de pré-adhésion renforcée... A quoi bon créer une nouvelle procédure, dès lors que, de l'avis général, celles qui existent déjà ne fonctionnent pas de manière satisfaisante ?

Avant de clore ce premier point consacré à l'union politique, permettez-moi une réflexion plus générale.

La loi de l'histoire nous l'enseigne : Pas de construction politique durable - que ce soit une cité, un Etat, ou une confédération-, sans un « vouloir vivre ensemble », sans un esprit de communauté, sans un lien de rattachement affectif à un destin collectif.

Dans les discours européens officiels, rien qui puisse éveiller ce sentiment d'appartenance commune. Qu'a-t-elle à dire aux jeunes générations cette Europe trop grise, anonyme et sans visage ? On rêverait qu'elle retrouve un idéal mobilisateur. D'abord par la défense généreuse et combative des droits de l'Homme partout dans le monde. Ensuite et surtout, par la conquête de nouvelles frontières intellectuelles et morales, par la construction d'une Europe de la jeunesse.

Ici surgit la deuxième exigence (dont je voudrais vous parler) qui doit habiter un gouvernement de l'innovation et de la justice sociale. Jeter les bases d'une Europe de la création de richesses, d'emplois et d'idées.

II - Une Europe créatrice de richesses, d'emploi et d'idées

Deux obstacles de taille doivent être ici surmontés :

- 1) La soumission à un système libre échangiste sauvage, destructeur des diversités
- 2) La préférence du passé au futur

* * *

- 1) La soumission à un système libre échangiste sauvage, destructeur des diversités

Une ligne de fracture sépare deux visions des échanges internationaux. L'une est fondée sur une logique purement mercantiliste et hypermondialiste, l'autre repose sur une logique de développement humain, respectueuse des diversités historiques, géographiques et culturelles.

Tout porte à craindre que, fascinée par le système ultralibéral, l'Union Européenne ne soit tentée de porter un nouveau coup à ce qui constitue l'originalité, la singularité européenne, bref à ce que l'on pourrait baptiser l'exception européenne. Cette menace transparaît à travers certaines propositions de la Commission relatives à la PAC, aux fonds structurels et à l'attitude de l'Union Européenne face aux négociations sur les investissements engagés au sein de l'OCDE.

- La PAC : j'évoquerai en deux mots ce sujet qui sera traité plus longuement par d'autres collègues. Permettez-moi d'attirer votre attention sur deux exemples qui illustrent les dérives de la PAC inscrite dans le « paquet Santer ».

. le premier concerne l'augmentation non plafonnée des aides aux céréaliers. Ces aides renforcent les plus puissants, les incitent à s'agrandir au détriment des jeunes qui veulent s'installer ;

. le second est relatif à l'élevage. C'est un non sens écologique et un risque pour la santé que d'encourager l'élevage intensif.

De manière plus générale, le document de la Commission néglige les liens entre la PAC et l'environnement, l'aménagement du territoire, la protection sanitaire et la qualité des produits.

- Plus grave encore, la conception esquissée de la réforme des fonds structurels conduira à l'appauvrissement ou à la désertification de plusieurs régions françaises.

- Troisième sujet d'inquiétude : l'incapacité de l'Union européenne à faire front uni devant les ambitions américaines. Dans le passé, les Etats-Unis ont déjà démontré leur habileté à utiliser à leur profit les procédures de l'Organisation mondiale du commerce. En témoigne la récente condamnation de l'embargo européen sur la viande aux hormones américaine.

Pour l'avenir, les Etats-Unis tentent de profiter des négociations au sein de l'OCDE en vue d'un accord multilatéral sur les investissements. Ce que les négociateurs américains n'avaient pu arracher lors des discussions du GATT, ils tentent de l'imposer lors de ce nouvel accord : les aides et protections aux activités culturelles, notamment audiovisuelles, devraient être considérées selon les Américains comme autant de distorsions à la rentabilité de l'investissement. En un mot, ils veulent tordre le cou une fois pour toutes à l'exception culturelle.

Appelons un chat un chat : selon mes informations personnelles, le Cheval de Troie de l'industrie audiovisuelle américaine a déjà pénétré les enceintes bruxelloises et a quasiment réussi à convaincre certains responsables de la légitimité de deux leurs prétentions :

- au nom d'une prétendue théorie de la convergence, tous les messages se vaudraient : (image, film, fax) en raison d'un mode de transmission unique : la ligne téléphonique. On nie ainsi la singularité de toute oeuvre de création, ainsi ramenée à une marchandise comme les autres.

- au nom de la clause de la nation la plus favorisée, les systèmes d'aide à l'industrie audiovisuelle et cinématographique devraient être ouverts à l'ensemble des pays du monde. Autant dire qu'ils seraient appelés à disparaître.

La machine à broyer la culture est donc en marche. Ajoutez à cela la décision du CSA d'autoriser la diffusion sur le territoire national des chaînes anglo-saxonnes sans autorisation préalable... Le feu n'est pas loin, il risque d'emporter notre système de production audiovisuelle. On attend de notre gouvernement une riposte claire et déterminée.

2) La préférence du passé au futur

Une Europe créatrice de richesses, d'emplois et d'idées ne doit pas seulement sauvegarder ses traditions, son patrimoine, son art de vivre, ses paysages et ses modes de production, elle doit ensuite hardiment se tourner vers le futur. Les gouvernements européens se trouvent trop souvent emprisonnés par le raisonnement d'hier, sans s'interroger réellement sur les causes profondes de notre crise et sans tenir compte de nouveaux paramètres de l'économie.

La principale richesse de l'Europe réside dans son capital humain et notamment sa jeunesse. Face à l'Amérique audacieuse et inventive, l'Europe paraît marquer le pas. D'immenses chantiers scientifiques,

intellectuels, éducatifs s'offrent à elle : la révolution profonde de nos systèmes éducatifs aujourd'hui gravement inadaptés ; la création d'une véritable université européenne ; l'apprentissage obligatoire de deux langues étrangères ; le jumelage systématique de tous les établissements scolaires ; des Silicon Valley à l'européenne qui encourageront l'installation d'entreprises d'innovation et de création.

Pour réaliser ce New Deal intellectuel, une réorientation de nos budgets européens vers l'investissement intellectuel s'impose. Le financement du futur réclamera que soient dégagées des ressources nouvelles : une écotaxe ou une autre forme d'impôt européen ; des emprunts gagés sur les réserves des banques nationales.

L'Europe est une belle aventure, c'est un rêve audacieux qu'il nous appartient de porter et de faire vivre. Messieurs les Ministres, faites-nous rêver d'Europe !